



**Entreprises locales
basées sur la forêt :
quelles opportunités
pour les pauvres ?**

Table des matières

<i>Vue d'ensemble : nouvelles perspectives en faveur des pauvres</i>	
La pauvreté en point de mire	3
La gestion durable des forêts	3
Les opportunités économiques	4
<i>Contexte : opérer dans un monde complexe</i>	
Connaître le marché – « market literacy »	5
Services financiers	7
Droit et législation	8
Organisation sociale	9
Production à partir de ressources naturelles	9
Transformation : les exigences techniques	10
<i>La voie à suivre : maximiser les opportunités en faveur des pauvres</i>	
Promouvoir la connaissance du marché	11
Créer des conditions-cadre favorables	11
Choix de l'entreprise	12
Transformation : opter pour la simplicité	12
Conclusion	12
<i>Références</i>	
Lectures recommandées	13



Unité de transformation pour des meubles et du parquet avec le bois résiduel des exportations. Terrains forestiers communaux de la Réserve Maya, El Petén, Guatemala.
Photo : Jürgen Blaser, 2006

InfoResources Focus paraît trois fois par an en anglais, français et espagnol. Il est gratuit et peut être commandé en format pdf ou imprimé à l'adresse ci-dessous.

InfoResources est un réseau fournissant et diffusant des informations sur les ressources naturelles et la coopération internationale.

Equipe de rédaction :
Rosmarie Sommer, Ruth Wenger,
Susanne Wymann von Dach.

InfoResources Focus No 2/07 a été élaboré par Jane Carter, Georg Felber et Kaspar Schmidt, Intercooperation. Nous vous fournissons volontiers de plus amples informations par e-mail.

Les témoignages du Népal, du Kirgizistan et de la Tanzanie ont été collectés respectivement par Suhrud Chapagain, Patrick Sieber et Mathias Kempf. Les citations et différents titres ont été traduits librement de l'anglais au français.

Traduction française :
Clara Wubbe, Transit TXT

Mise en page :
Ana María Hintermann-Villamil, webhint.ch
Impression : Schlaefli & Maurer AG

Contact :
InfoResources, Länggasse 85,
3052 Zollikofen, Suisse
Tél. : +41 31 910 21 91
Fax : +41 31 910 21 54
info@inforesources.ch
www.inforesources.ch

InfoResources est composé des trois services d'information :
Inforest / Intercooperation, Infothèque CDE et InfoAgrar / Haute école suisse d'agronomie.

inter
cooperation

cde centre for
development and
environment

Bern University of Applied Sciences
Swiss College of Agriculture SHL



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

Nouvelles perspectives en faveur des pauvres

Le développement d'entreprises locales basées sur la forêt constitue une opportunité d'améliorer la situation des populations pauvres qui dépendent de la forêt en même temps qu'une incitation économique pour une gestion durable des ressources forestières. Dans quelle mesure ce potentiel est-il réellement exploité ?

La pauvreté en point de mire

En signant les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), les gouvernements du monde entier se sont engagés à réduire la pauvreté de moitié jusqu'en l'an 2015 (OMD 1) et à promouvoir un environnement durable (OMD 7). La contribution potentielle des forêts à la réalisation des OMD a fait l'objet de vastes débats, mais il est étonnamment difficile de trouver des données probantes à ce sujet. De manière générale, les ressources forestières offrent deux types d'opportunité aux ménages pauvres :

- le maintien de leurs moyens d'existence, notamment par la fonction de « filet de sécurité » de ces ressources en période de pénurie, et
- l'amélioration de ces moyens par une augmentation des revenus, des avoirs et des droits, ainsi qu'une participation accrue au sein de la société et dans les processus de décision.

La notion de pauvreté employée dans le présent Focus est multidimensionnelle et englobe des aspects d'exclusion sociale et politique, d'indigence économique. Elle a également une dimension dynamique : si certaines personnes sont nées pauvres et restent pauvres toute leur vie, d'autres ne l'ont pas toujours été ou peuvent en sortir. D'où la distinction à faire entre «pauvres toujours», «pauvres souvent» et «pauvres temporairement». Les causes de la pauvreté sont multiples ; différents groupes peuvent présenter des vulnérabilités et des stratégies d'existence différentes. Comprendre ces nuances est primordial pour concevoir des interventions en faveur des pauvres adéquates, inscrites dans le contexte des moyens d'existence ruraux et des structures de pouvoir en place.

La gestion durable des forêts

Par la gestion durable d'une forêt, on peut entendre la préservation à long terme du territoire boisé et de la diversité des espèces qu'il abrite. Toutefois, il s'agit d'une définition simpliste. Le concept de durabilité englobe en effet de nombreux autres aspects. Le Forest Stewardship Council (FSC) évite d'ailleurs d'utiliser cette terminologie ; sa définition d'une bonne gestion des forêts est très utile pour comprendre la notion de durabilité.

On admet aujourd'hui que la promotion d'une gestion forestière durable passe par une implication accrue de la population locale dans les processus de décision. Et il est vrai qu'à l'échelle du globe, la gestion des forêts locales tend à être transférée aux communautés villageoises (en termes de droits et de responsabilités, si ce n'est de propriété). Selon les données de 24 des 30 principaux pays forestiers du monde, 380 millions d'hectares de forêts de ces pays sont désormais légalement détenus par les communautés locales (inclus les indigènes) ou réservés à leur usage.

Dans ce sens, au cours des derniers 30 ans, la vision internationale en matière de foresterie a aussi changé ; de plus, dans certains cas, les ressource-

Définitions

Le terme « entreprises locales basées sur la forêt » (local forest-based enterprise LFE) désigne les entreprises proches de la forêt et qui en exploitent les ressources, et souvent gérées par ou avec les villageois et employant une main d'œuvre locale.

Dépendance envers la forêt

Selon la Banque mondiale, 25% de la population mondiale dépendent de ressources forestières pour vivre. Voir :

Sustaining Forests (p.15)

web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTARD/EXTFORESTS/0,,contentMDK:20458321~pagePK:210058~piPK:210062~theSitePK:985785,00.html

Cependant, d'autres spécialistes argumentent que la « dépendance envers la forêt » est « un terme peu utile qui occulte les problèmes intrinsèques du pouvoir, de l'accès et du contrôle ». Voir :

Where in the world is there pro-poor forest policy and tenure reform? (p. 16)

www.rightsandresources.org/library/publications/global/Hobley%202007%20Where%20in%20the%20World.pdf

Forests, livelihoods and the MDGs in Tanzania and Lao PDR (p. 13)

www.etfrn.org/etfrn/newsletter/news4748/n147_oip_03.htm

Information sur la pauvreté, voir :

www.chronicpoverty.org and www.poverty-wellbeing.net

Une bonne gestion forestière est une gestion adéquate sur le plan de l'environnement, bénéfique socialement et viable économiquement, voir : www.fsc.org/en/about/about_fsc/mission

Who owns the world's forests? (p. 16)

www.cbnrm.net/pdf/white_a_001_foresttenure.pdf

Les documents mentionnés dans la marge sont commentés dans la liste des références.

« *Préserver la forêt d'Acre est possible seulement si nous agissons avec elle, en développant des produits qui ont un juste prix, qui créent des emplois et de la valeur ajoutée.* »
Jorge Vania, Gouverneur d'Acre, Rio Branco, Brésil. In: *Use it or Lose it* (2004). DVD (source non mentionnée dans la bibliographie).

ces-mêmes ont été améliorées par une meilleure gestion. Dans les années 1980, l'accent était mis sur le reboisement, une gestion forestière axée sur les produits de subsistance et la conservation. Dix ans plus tard, cet accent s'orientait vers la gestion forestière productive durable et l'organisation communautaire. Aujourd'hui, il porte plutôt sur des questions d'intégration sociale et d'optimisation du potentiel commercial. À l'heure où les régions boisées subissent la pression croissante d'usages potentiellement conflictuels, il est crucial de trouver des incitations écologiques et sociales, mais aussi économiques pour une gestion durable des forêts.

Exemples de produits transformés par des LFE :

Produits bruts	Produits transformés
Bois d'œuvre	Bois scié, contreplaqué, aggloméré, placage, meubles, revêtements de sol, bardeaux, copeaux
Pièces de bois, loupes	Placages spéciaux, baguettes, articles sculptés
Biomasse pour l'énergie	Bois de chauffage, charbon, briquettes
Feuilles	Assiettes en feuille, bidis (cigarettes indiennes), médicaments, arrangements floraux, cœurs de palmier
Fruits, noix, graines	Aliments, médicaments, huiles
Exsudats	Latex, caoutchouc, résines (p. ex. térébenthine)
Écorce	
Fibres	Papier, ficelle, corde, vêtements et autres articles tissés
Bambou, rotin	Meubles, revêtements de sol, paniers, tissages
Champignons	Aliments
Faune et flore sauvages	Viande, miel, huiles

Les opportunités économiques

La variété des produits pouvant être tirés de la forêt et vendus à l'état brut ou transformés est immense (voir l'encadré). Mais les marchés pour ces produits sont complexes et dominés par des groupes d'intérêts particuliers. Si les marchés locaux et nationaux sont généralement plus faciles à pénétrer, ils sont moins rémunérateurs que les marchés internationaux.

Bien connaître les marchés est un impératif pour le développement et le positionnement d'une entreprise dans les chaînes d'approvisionnement. Sur ces marchés internationaux, certaines tendances favorisent actuellement les LFE. Les petits opérateurs peuvent profiter des innovations dans les techniques de production et des systèmes modernes de communication et d'information. La demande mondiale pour les produits « naturels » est en hausse. La rareté de certains produits (p. ex. certains bois durs tropicaux et produits forestiers non ligneux [PFNL]) fait monter leur prix. La sensibilité croissante des consommateurs par rapport à l'origine des produits dope les marchés pour les produits du commerce équitable, avec des certificats écologiques et/ou sociaux, même si l'accès des petits producteurs à ces marchés demeure difficile.

Notre analyse se concentre sur les possibilités de tirer un revenu de la vente de produits forestiers tangibles. C'est sans compter le potentiel immense de la commercialisation de services écosystémiques forestiers. Par exemple :

- l'écotourisme local ou basé sur la communauté ;
- le commerce du carbone (lié au changement climatique), soit la vente de réductions d'émissions certifiées (CER) issues d'activités d'afforestation et de reforestation (séquestration de carbone) ;
- les paiements pour d'autres services environnementaux comme l'eau (là où d'importants puits de captage de bassins versants sont maintenus sous couvert forestier), la biodiversité, etc.

Ces activités pourraient devenir d'importantes sources de revenus pour les populations locales auxquelles serait conférée officiellement une responsabilité en matière de gestion forestière. Mais actuellement, elles ne sont mises en œuvre qu'à petite échelle ou dans le cadre de projets pilotes.

Opérer dans un monde complexe

Sous quelles conditions les LFE fonctionnent efficacement-elles, quelles sont les contraintes et les opportunités pour leur développement ? Pour répondre à ces questions et en éclairer les différentes facettes, nous nous fondons sur trois exemples tirés des projets suivants : le Nepal Swiss Community Forestry Project (NSCFP), le projet Dary Lesa (produits forestiers) au Kirghizistan et le Maseyu Eco-Charcoal Project en Tanzanie. Ces projets ont été choisis pour montrer les réalités du terrain, les difficultés et les succès.

Connaître le marché (« market literacy »)

Quel que soit le produit commercialisé par une LFE – extraits de plantes médicinales pour une petite clientèle locale ou meubles en bois de qualité supérieure pour le marché international – une bonne connaissance des marchés est indispensable pour la rentabilité des affaires. Les producteurs doivent savoir ce que les acheteurs désirent et quel prix ils sont prêts à payer, et adapter leur production en conséquence. Comme la relation entre les producteurs et les consommateurs est rarement directe, mais passe par des filières souvent complexes, la connaissance du marché est un facteur clé pour valoriser celles-ci et en faire profiter tous les acteurs, inclus les pauvres.

Une « carte du marché » utilisée sur le mode participatif peut aider à comprendre les mécanismes du marché. Cette carte comporte trois éléments ou niveaux. Le niveau moyen est celui des **protagonistes de la filière**, incluant tous les acteurs économiques qui possèdent, vendent ou achètent un produit donné, du producteur au consommateur. Idéalement, l'analyse devrait inclure des données sur le volume des produits, les valeurs, le nombre d'entreprises ou de ménages soutenus à chaque maillon de la chaîne. Le niveau supérieur représente le **contexte de la filière**, avec les principaux facteurs et tendances agissant sur le fonctionnement du marché (récolte du produit, transport, approvisionnement en électricité, etc.). Le niveau inférieur est celui des **services commerciaux** (existants et requis) qui soutiennent les acteurs et les transactions dans la filière, inclus les services intégrés dans d'autres transactions commerciales.

De l'utilité de la carte du marché dans le cas de la filière du papier fait main au Népal

Everest Gateway, petite LFE créée en 2004 à Jiri, district de Dolakha, Népal, produit du papier fait main avec l'écorce d'un buisson (Daphne papyracea) poussant à haute altitude. La matière première provient principalement de forêts communautaires. Après transformation de l'écorce en papier, les feuilles brutes sont vendues à des fabricants de Katmandou qui en font des produits d'exportation (albums de photos, cahiers, cartes de vœux, etc.). Depuis ses débuts en 2004, Everest Gateway a eu des problèmes à écouler son papier, malgré la croissance globale de ce secteur. Par ailleurs, il est difficile aux fabricants de trouver du papier de qualité et d'établir des relations commerciales durables avec leurs fournisseurs.

L'équipe du NSCFP a alors proposé d'utiliser une carte du marché. À l'aide de cette carte, les protagonistes, leurs relations, ainsi que les « nœuds » dans la filière ont pu être identifiés (graphique page suivante). Dans un processus participatif, ces éléments ont été repérés et commentés avec les différents acteurs tout au long de la filière. La carte du marché a permis à tous de comprendre les processus, les compétences, les relations entre eux et de cerner les possibles points

Améliorer le profil des petites entreprises forestières

« En fait, les petites entreprises dominent le secteur forestier de nombreux pays, notamment les pays en développement, où elles sont aussi les principaux employeurs. Mais sur le plan politique, elles sont traitées comme un phénomène marginal... »

Si nous voulons réellement réduire la pauvreté et promouvoir des conditions d'existence durables par la forêt, nous devons repenser fondamentalement la gestion forestière durable. »
James Mayers, directeur de programme, Forestry et Natural Resources Group, IIED, comm. pers.

Un revenu pour les ménages pauvres

« Everest Gateway a procuré un emploi, directement ou indirectement, à près de 350 ménages parmi les plus pauvres appartenant à sept groupes d'utilisateurs de la forêt communautaire. Hormis ces ménages très pauvres, il y en a d'autres... Globalement, la LFE emploie quelque 1'500 personnes par saison. Pour les plus pauvres, le salaire est une importante contribution à leurs moyens d'existence. »

Nurpa Sherpa, ex-président, Kaloveer CFUG, Jiri, Dolakha.

d'intervention. Exemple : on a réalisé qu'il suffisait d'une petite amélioration dans le séchage des feuilles brutes (protection contre la poussière apportée par le vent) pour améliorer la qualité du papier et donc sa valeur sur le marché. Un client important, Tibetan Handicrafts, qui avait renvoyé une grande commande en invoquant une qualité insuffisante est désormais satisfait. Il a par ailleurs prévu d'organiser un atelier sur la qualité du papier et d'autres aspects encore, avec la participation d'Everest Gateway. Bref, le processus participatif a généré un potentiel pour des services connexes et de nouvelles relations d'affaires.

Le manque de **services de développement commercial (SDC)** de qualité est un problème endémique qui entrave le fonctionnement efficace des filières, surtout pour les entreprises implantées dans des régions reculées. Des agences qui facilitent l'établissement de LFE peuvent jouer un rôle précieux dans le développement des SDC, en aidant les prestataires à offrir des services de qualité et en facilitant l'accès aux marchés et aux informations techniques. Développer des capacités locales en SDC est à l'évidence une option plus durable que de fournir ces services directement via des projets temporaires. DARY LESA (voir p. suivante) est un exemple de prestataire de services local, financièrement indépendant, qui a émané d'un projet subsidié au départ.

Les SDC sont d'autant plus importants pour le producteur que la distance jusqu'au consommateur final est grande. Pour les producteurs qui visent le marché national ou international, des normes (de qualité) contraignantes peuvent s'avérer déterminantes pour l'acceptation d'un produit. En termes commerciaux, les catégories et les standards sont des informations qui

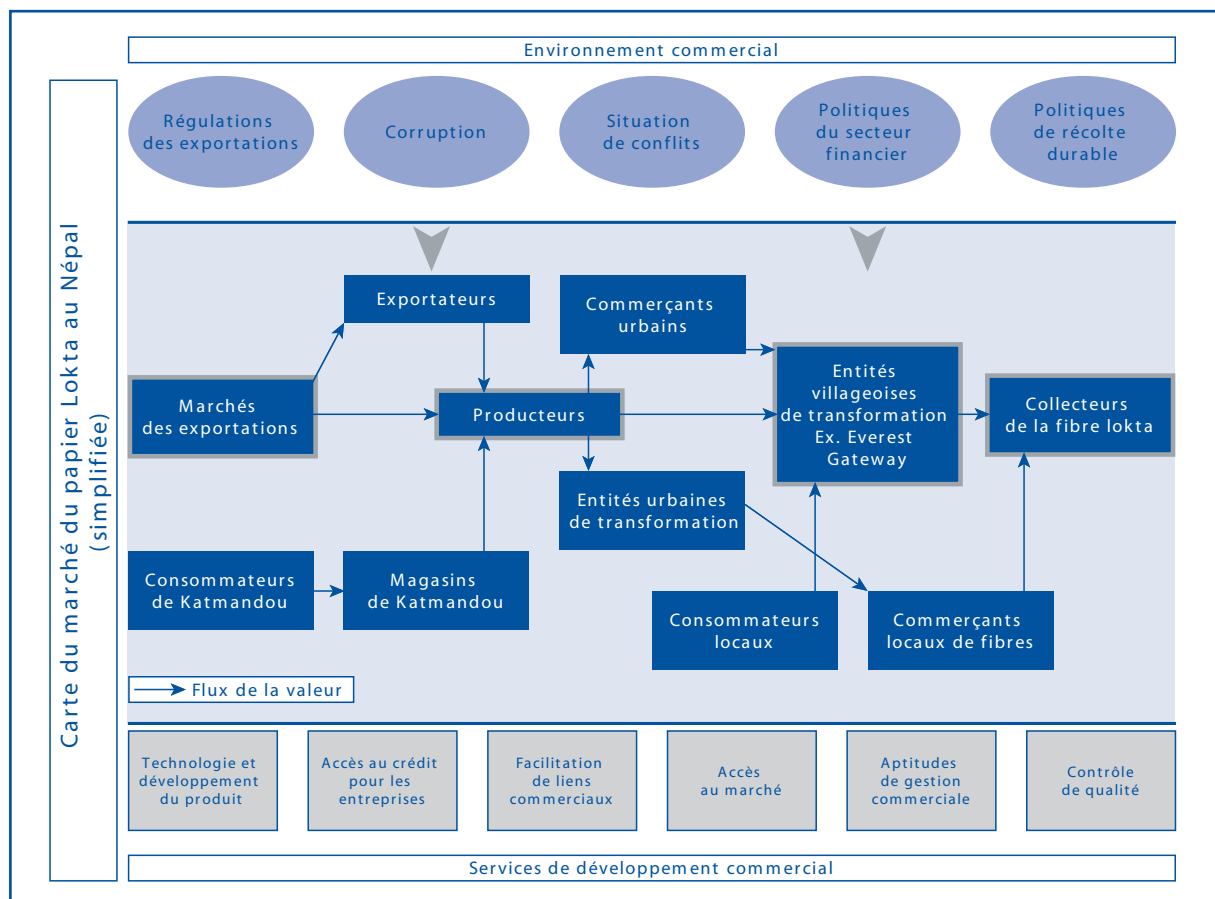
Viser le marché local ou international ?

De manière générale, les marchés internationaux

- offrent des prix/primas plus élevés que les marchés nationaux, mais

- exigent un « prix d'entrée » substantiel (investissement pour créer des liens commerciaux, pour respecter les règles d'exportation et d'importation, etc.).

Il est recommandé aux entreprises de s'affirmer d'abord sur le marché national avant de s'aventurer sur le marché international (quelques exceptions confirment la règle). Les services d'intermédiation proposés par des programmes de promotion des exportations/importations (p. ex. le Swiss Import Promotion Programme, SIPPO, www.sippo.ch) peuvent jouer un rôle de facilitation important.



minimisent les coûts de transaction et facilitent le marketing. Mais pour le petit producteur, elles peuvent constituer un obstacle de taille. Les LFE peuvent avoir mille peines à satisfaire les exigences relatives à la qualité et aux délais, surtout sur les marchés d'exportation. Exemple : le Kazakhstan est très intéressé par l'huile de noix et autres produits à base de noix du Kirghizistan, mais les transformateurs et les exportateurs kirghizes ne sont généralement pas en mesure de fournir les quantités demandées.

Certaines LFE pourraient se profiler sur les marchés internationaux par la certification de produits de niche. Les normes FSC sont parmi les plus utilisées pour la certification de produits forestiers et répondent aux critères écologiques, sociaux et économiques (voir première section). Des labels comme « FairWild » ou « Max Havelaar » peuvent aussi être utilisés pour certains PFNL. Les expériences faites avec la certification FSC pendant les années 1990 ont montré que la procédure était souvent trop complexe et coûteuse pour les petits producteurs. C'est pourquoi FSC a récemment lancé le projet « Small and Low Intensity Managed Forests » (SLIMF), qui permet une certification collective simplifiée pour les petits producteurs et utilisateurs de forêts exploitées de manière extensive et de forêts naturelles exploitées exclusivement pour des PFNL.

Services financiers

L'absence de services financiers peut constituer un obstacle majeur à la réussite d'une LFE. Les micro-entreprises et les entreprises familiales, qui fonctionnent le plus souvent avec des marges extrêmement faibles, sont tributaires de services d'épargne et de crédit. En cas d'octroi de crédit pour le développement d'une LFE, il est recommandé d'en lier le montant au volume de l'épargne. Les crédits peuvent aussi être accordés en nature (option moins fréquente, voir l'ex. kirghize ci-dessous). Un moyen couramment employé par les ONG et les donateurs pour améliorer l'accès des LFE au crédit est de les aider à élaborer des propositions commerciales solides ou encore d'encourager les banques rurales à prêter aux LFE, en leur accordant des fonds de garantie via des agences de facilitation, afin de réduire le risque.

Il arrive que des agences de facilitation considèrent le « seed money » accordé aux petites entreprises comme un subside, une pratique non souhaitable, car elle risque d'encourager la concurrence déloyale et une distorsion du marché.

DARY LESA : agence de services commerciaux et financiers pour les LFE au Kirghizistan

DARY LESA a été créée en 2001 pour soutenir la transformation et le marketing de PFNL tirés des forêts de noyers dans le sud du Kirghizistan. Pendant les cinq premières années, l'agence a été financée par le Kyrgyz-Swiss Forestry Support Programme (KIRFOR). Elle offrait des services de formation, de marketing, de publicité et d'intermédiation aux transformateurs ruraux travaillant dans de petites unités de production. Elle a également évalué le marché local et régional pour fournir des données utiles aux producteurs. Progressivement, DARY LESA est devenue le label de qualité pour une large gamme de produits tirés de la forêt (jus, confitures et huiles à base de noix, herbes médicinales, miel, fruits et baies).

Désormais indépendante du KIRFOR, DARY LESA concentre ses activités sur l'octroi de crédits (en nature) et le marketing. Comme il n'existe pas de services financiers pour les petites entreprises dans les régions reculées, DARY LESA achète en gros divers intrants qu'elle met à disposition des entreprises affiliées. Ce « crédit » est déduit, avec les intérêts, du produit de la vente, une opération

Défis liés à l'entrée sur le marché international

« Exporter des produits DARY LESA au Kazakhstan, pourtant voisin, soulève toute une série de problèmes. Nos petits fournisseurs locaux ne disposent pas de techniques de transformation, ce qui limite la capacité de production. Il est ainsi difficile pour nous de garantir la livraison des quantités demandées dans les délais. Comme chaque producteur utilise sa propre technique de production, garantir un approvisionnement en produits homogènes implique des tests et des contrôles de qualité fastidieux. Pour exporter ces produits, il faut des autorisations spéciales et autres documents officiels qui sont très difficiles à obtenir. »

Gulmira Ismailova, directrice DARY LESA, Jalalabad, Kirghizistan.

Informations détaillées sur SLIMF. Voir : www.fsc.org/slimf

Un risque élevé ?

« Les prestataires financiers rechignent à offrir leurs services à cause des risques élevés (réels ou perçus) liés au développement de petites et moyennes entreprises forestières (PMEF) ». Voir :

The business side of sustainable forest management (p. 13)

www.fao.org/forestry/webview/media?mediaId=12250&langId=1

Une cliente satisfaite

« Nous travaillons avec les gens de DARY LESA depuis plus de deux ans maintenant et commercialisons la plus grande partie de nos produits par leur intermédiaire. En début de saison, nous signons un accord sur le volume d'achat et les prix. DARY LESA nous fournit les matières brutes et les emballages (sucre, pots, couvercles, étiquettes). Ma famille est spécialisée dans la production de différentes confitures de fruits, p. ex. d'aubépine, de cynorrhodon et de noix. Pendant la haute saison, de mai à octobre, tous les membres de la famille sont engagés. Nous sous-traitons la cueillette des fruits à quelques familles de l'endroit. »

Aisha Tolonova, cheffe d'une petite entreprise, Kara Alma, Kirghizistan.

organisée par DARY LESA via ses contacts et débouchés. DARY LESA travaille actuellement avec 17 petites entreprises familiales de transformation.

Droit et législation

Les lois sur la gestion forestière sont généralement conçues pour l'exploitation de forêts à l'échelle d'une région et pour les grandes entreprises, et ne tiennent pas forcément compte des intérêts des petites entreprises forestières locales. Axées sur des objectifs nationaux de conservation de la forêt, elles peuvent avoir comme effet pervers d'« obliger » les populations locales à agir dans l'illégalité et à créer des LFE dommageables pour l'environnement et peu rémunératrices. L'industrie du charbon dans maintes régions d'Afrique en est un exemple.

Maseyu Eco-Charcoal, Tanzanie

Ce sont les pauvres de la campagne qui produisent le charbon utilisé pour la cuisine par la population urbaine de Tanzanie. La demande est immense ; elle est estimée à près de 1,5 million de tonnes par années (ce qui équivaut à l'abattage annuel de 175'000 ha. du terrain boisé indigène Miombo). De nombreux villageois produisent du charbon de manière ponctuelle, lorsque les récoltes sont mauvaises ou en cas de besoin urgent d'argent liquide. Généralement, ils le font sans autorisation. Ils se rendent dans le bush pour deux semaines, abattent des arbres et reviennent avec quelques sacs de charbon pour la vente. Le charbon atteint un bon prix dans les villes éloignées, mais les producteurs n'en obtiennent qu'une infime fraction.

Le charbonnage est donc à la fois un danger pour les forêts de Tanzanie et un potentiel immense pour les pauvres de la campagne. Le projet Maseyu Eco-Charcoal lancé récemment vise à aider les producteurs de charbon à améliorer leurs moyens d'existence et à gérer les forêts sur une base durable. Organisés en groupes, les producteurs reçoivent une formation en gestion forestière et une assistance technique pour la plantation d'arbres, l'emploi de fourneaux plus efficaces et la commercialisation du charbon. La propriété foncière est un problème clé : par le biais du mécanisme légal de la Gestion Forestière Participative (GFP), le contrôle des terres boisées a été transféré du niveau du district à celui du village. Ce dernier est ainsi exempté des taxes nationales sur les produits forestiers et peut dicter ses propres règles. Même s'il s'avère que la GFP a un succès mitigé en termes d'amélioration des conditions de vie des pauvres en Tanzanie, il semblerait que, dans ce cas précis, elle ait été propice au développement d'une LFE légale et rémunératrice.

Comme le montre l'exemple tanzanien, les droits relatifs aux forêts doivent être compatibles avec les intérêts commerciaux des gens locaux, que ces derniers soient, entièrement ou non, titulaires de la forêt. Souvent, la coupe et la vente de bois d'œuvre sont la prérogative exclusive de l'Etat. La récolte de bois est permise seulement après l'élaboration soignée d'un inventaire et d'un plan de gestion par des forestiers professionnels employés et payés par la communauté (p. ex. Bolivie, Honduras, Guatemala). D'autres restrictions concernent le transport de produits forestiers, en particulier le bois d'œuvre. Dans certains pays, même si un arbre a été légalement abattu et transporté à la scierie, il faut une autorisation supplémentaire pour le trajet (p. ex. Inde, Népal, Pakistan). Sans compter les impôts que l'Etat prélève sur les produits forestiers précieux – bois durs, plantes médicinales, etc. – quelle que soit leur provenance.

De nombreuses lois concernent les entreprises forestières elles-mêmes ; elles visent à prévenir la surexploitation et à protéger les travailleurs et l'environnement. Mais les lois censées protéger les travailleurs exerçant une activité dangereuse (p. ex. dans les scieries) sont généralement mal

Une activité qui n'est plus illégale

« Faire du charbon est un travail dur mais qui rapporte de l'argent liquide quand on n'a vraiment plus rien. »

« Travailler en groupe est plus facile que de travailler seul, et maintenant, c'est nous qui avons le contrôle sur les zones boisées. Si quelqu'un fait paître ses vaches ou produit du charbon sur nos terres, nous pouvons l'amener devant le conseil du village et il doit nous payer une amende. »

« Nous n'avons plus de problèmes avec la police et les autres autorités. Grâce au nouveau système, notre production de charbon est devenue légale. »
Mama Kaoshi et Bwana Kidamane, charbonniers, Maseyu, Tanzanie.

What contribution does participatory forest management (PFM) make to the achievement of the MDGs? (p. 15)
www.etfrn.org/etfrn/newsletter/news4748/nl47_oip_20.htm

conçues et observées, de sorte que les accidents de travail ne sont pas rares. Même constat pour les législations anti-pollution qui ne reposent pas toujours sur une mûre réflexion. Mentionnons encore les lois sur la qualité des produits, notamment alimentaires, sur l'enregistrement d'entreprises, les licences et les taxes commerciales, ainsi que sur l'exportation. La législation touchant les LFE est généralement complexe et souvent sujette à corruption, surtout dans les pays où les fonctionnaires sont mal payés, ce qui peut les inciter à compléter leur revenu avec des « pots-de-vin » – un obstacle sérieux à la création et au développement d'une LFE.

Organisation sociale

Les LFE peuvent revêtir diverses formes sociales : entreprise familiale ou collective, coopérative, etc. Elles peuvent ensuite s'organiser entre elles en association ou fédération. Mais le plus souvent, elles demeurent disparates et disséminées. Des études récentes ont pourtant démontré que les LFE avaient tout intérêt à se regrouper : réduction des coûts transactionnels, plus de souplesse face à de nouvelles opportunités, plus de poids dans les décisions politiques, etc.

Les LFE qui ont germé sur le terreau d'une gestion communautaire de la forêt sont plus enclines à s'organiser collectivement. Et une bonne organisation sociale favorise la promotion de la responsabilité sociale. Parmi les aspects importants à cet égard et pour l'obtention d'une certification de commerce équitable ou durable, mentionnons de bonnes conditions de travail, des salaires honnêtes, des assurances, des prix corrects, des horaires de travail adaptés, des restrictions relatives au travail des enfants, des dispositions en matière de santé et de sécurité, etc.

Production à partir de ressources naturelles

Partant de la nécessité de lier gestion des forêts et promotion des entreprises, cette section présente plusieurs aspects spécifiques à considérer dans le cadre de l'exploitation des forêts naturelles. Les LFE peuvent évidemment être basées sur la production de plantes cultivées (le programme « out-growers » en Afrique du Sud en est un bon exemple). Dans ce cas, la fourniture de produits est généralement moins complexe. Un trait spécifique à l'exploitation de presque toutes les ressources forestières est la longue période de production.

Produits ligneux ou non ligneux ? Dans plusieurs pays, surtout en Amérique latine (p. ex. au Mexique et en Bolivie), les communautés locales ont prouvé qu'elles étaient tout à fait capables d'exploiter et de transformer le bois à des fins commerciales. Pourtant, de nombreux gouvernements ne leur confient pas la gestion de forêts contenant des bois précieux, ni ne leur accordent des droits d'exploitation commerciale. Ils préfèrent garder le contrôle sur ces ressources et traiter avec des grandes entreprises, souvent étrangères. D'où l'argument que les PFNL constituent une meilleure option en faveur des pauvres que le bois. Mentionnons, parmi les raisons souvent citées :

- la récolte de PFNL est moins réglementée que la récolte de bois ;
- la commercialisation de PFNL demande moins de capital initial que celle du bois qui requière des investissements importants (machines, transport, capital sous forme de stocks de rondins, etc.) ;
- l'exploitation de nombreux PFNL est idéale pour les ménages les plus pauvres (une récolte difficile pour des raisons physiques ou de localisation, etc., fait que les ménages plus riches n'y sont pas intéressés) ;

L'obstacle des taxes et des autorisations

« Le cas du fabricant de balais illustre parfaitement les vicissitudes de la bureaucratie. C'est l'histoire d'un paysan népalais qui a voulu monter un petit commerce de balais dans la région du projet. Il s'est procuré tous les matériaux localement, a payé la taxe au District Forest Office et obtenu l'autorisation requise. Mais il a dû s'acquitter d'autres taxes et impôts sur le chemin de Katmandou. Arrivé à la capitale, le coût d'un balai se chiffrait déjà à 12 NRs. Ne trouvant pas d'acheteurs prêts à déboursier plus de 7 NRs., l'aventure lui a finalement coûté 5 NRs. par balai. »

Hem Tembe, coordinateur du programme, Ramechhap NSCFP.

[US \$ 1 = environ NRs 65]

Working together (p. 16)

www.iied.org/pubs/pdf/full/1452IIED.pdf

Conjuguer durabilité sociale et durabilité environnementale

« On relève une tendance à traiter séparément la durabilité sociale et la durabilité environnementale dans le secteur PFNL, alors qu'il s'agit pour l'essentiel de la même question. La durabilité sociale porte principalement sur les moyens d'existence des personnes travaillant dans ce secteur. La sécurité, la durabilité et le niveau des moyens d'existence dépendent dans une large mesure de l'exploitation durable des ressources forestières. C'est pourquoi le SIPPO a mis au point une nouvelle norme FairWild pour maîtriser les grands défis sociaux et écologiques liés à la demande croissante de produits naturels » (voir www.fairwild.org).

Franziska Staubli Asobayire, Project Manager, SIPPO, Suisse, comm. pers.

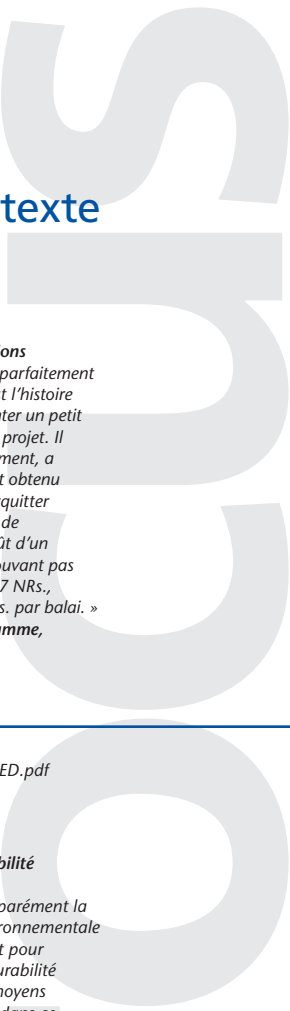
« Du bois pour les riches, des PFNL pour les pauvres ? »

Mayers prend le contre-pied de cette allégation en estimant que « un effort important en faveur d'une industrie forestière pro-pauvres est possible ». Mais encore : des options intensives en travail et à bas investissements sont-elles réellement bénéfiques pour les pauvres ou ne font-elles que renforcer les pièges de la pauvreté ? Une évaluation soignée doit être faite pour chaque cas de figure. Voir :

Poverty reduction through commercial forestry

(p. 15)

http://research.yale.edu/gisf/tfd/poverty_pub.pdf



Techniques pour une récolte durable de PFNL
Au Népal, des directives détaillées pour la récolte durable de bois, de bambou et d'une série de PFNL ont été mises au point pour les populations locales qui gèrent les forêts. Voir :

Non-Timber Forest Products (p. 14)

Informations générales sur la récolte durable de PFNL. Voir : *Applied Ethnobotany* (p. 13)

- les PFNL ont souvent un excellent potentiel en termes de valeur ajoutée, sans exiger un grand investissement technique (sécher les herbes, extraire des huiles essentielles).

Caractéristiques d'une ressource naturelle : on tend à sous-estimer les défis liés à la récolte de ressources naturelles par rapport à celle de ressources cultivées. Pour les LFE, ces défis sont notamment les suivants :

- des fluctuations importantes dans les récoltes annuelles et/ou des temps de récolte très courts ;
- une qualité variable qui peut avoir une influence déterminante sur la transformation ; p. ex. les fruits sauvages (pommes, prunes, cerises, etc.) sont moins homogènes quant à la taille, la forme et la composition chimique que les fruits cultivés ;
- la dissémination des ressources : la distribution spatiale d'une ressource et le temps requis pour sa collecte à l'échelle commerciale doivent être évalués avec soin, car une hypothèse erronée sur la densité d'une espèce peut remettre en question la viabilité économique de son exploitation ;
- les forêts naturelles offrent une grande diversité de produits dont seule une partie est commercialisable. Des bois moins utilisés et des PFNL non encore commercialisés recèlent un réel potentiel de diversification. Cependant, la promotion de telles espèces, surtout sur les marchés étrangers à prix élevés, implique des coûts considérables.

Récolte durable : on en sait beaucoup sur la récolte durable de bois d'œuvre, même si ce savoir n'est pas toujours utilisé dans la pratique. Quant à la récolte durable de PFNL, elle fait récemment l'objet de nombreuses recherches, mais les résultats sont encore incomplets. Certaines règles générales ont cependant été développées, p. ex. un indice de vulnérabilité qui permet d'estimer la durabilité probable de la récolte d'une plante sur la base de critères comme la forme, le cycle de vie et la partie utilisée. Des guides plus détaillés sur les pratiques de récolte durable ont été mis au point pour une gamme de PFNL importants sur le plan commercial. Si les populations locales détiennent souvent un savoir considérable quant à ces aspects, ce savoir ne suffit pas lorsqu'il s'agit de fournir des quantités plus élevées que collectées normalement. Sans fixation de limites à la récolte et sans contrôle de respect de ces limites, le danger d'une surexploitation est réel.

Transformation : les exigences techniques

L'accès aux capacités et techniques de transformation est souvent un facteur restrictif pour le développement d'une LFE. L'exemple du Mexique, où les communautés détiennent 80% des forêts mais moins de 5% des capacités de transformation, illustre bien cette question. Les LFE se trouvent ainsi souvent tiraillées entre la technologie disponible et la qualité des produits, celle-ci étant limitée par celle-là. Malgré les progrès réalisés en matière de services (électrification, réseau routier) et de technologies (scieries portables, unités de séchage fonctionnant à l'énergie solaire, etc.), les régions rurales demeurent désavantagées par rapport aux régions urbaines. Les atouts des régions rurales sont la proximité de la ressource (faibles coûts de transport et rapidité potentielle de transformation) et (potentiellement) un approvisionnement abondant en eau fraîche, combustibles et ensoleillement.

On recommande généralement aux LFE de travailler avec des techniques existantes en tâchant de les améliorer, plutôt que d'en introduire de nouvelles (aussi pour limiter le besoin de formation) et d'investir un minimum dans la technologie au stade initial du projet.

L'entreprise forestière communale de San Juan Nuevo Parangaricutiro, Mexico, a démarré ses activités en 1970 ; aujourd'hui, elle offre 900 emplois directs. Voir : www.fsc.org/en/about/case_studies/success_stories/6

Maximiser les opportunités en faveur des pauvres

La création d'une LFE constitue en soi déjà un défi. Comment conjuguer la sensibilité à l'égard des moyens d'existence en région rurale et l'optimisation des opportunités pro-pauvres ?

Promouvoir la connaissance du marché

Les gens de peu de recours sont souvent mal informés. Or, une connaissance minimale des marchés et des relations entre les acteurs est cruciale pour le succès d'une LFE. D'où la nécessité d'une formation spécifique pour aider les pauvres à comprendre les marchés. Un autre aspect important est d'identifier les synergies et le potentiel de services intégrés parmi tous les partenaires d'une filière donnée, car il peut en découler des bénéfices pour les plus démunis parmi eux.

Créer des conditions-cadre favorables

Les questions juridiques sont généralement complexes et doivent être examinées avec soin. Les pauvres ont plus de chance de profiter si les lois sont claires et respectées (pas d'activités illégales ou d'influence, minimum de bureaucratie et de corruption) et si les règles relatives à l'enregistrement d'entreprises sont simples. Idéalement, la législation devrait être spécifiquement en faveur des pauvres (mais concevoir une telle législation exige une très grande expertise). Les gouvernements jouent évidemment un rôle crucial dans la mise en place d'un cadre politique et juridique idoine.

Les services financiers faibles, sinon absents, dans les régions reculées, nécessitent un effort spécial axé sur les petites entreprises exploitées par des familles sans recours. Comme celles-ci n'ont pas d'actifs tangibles à faire valoir comme caution, les coopératives d'épargne et de crédit qui acceptent des garanties sociales (p. ex. recommandations de pairs) sont sans doute les plus capables de les soutenir. Les agences de facilitation peuvent renforcer de telles coopératives, ainsi que les banques rurales, en développant des compétences ad hoc. Elles peuvent aussi, par le biais de garanties ou de modalités favorables, inciter les institutions financières à traiter avec des micro et petites entreprises.

L'organisation sociale doit intégrer un concept de responsabilité sociale qui ne prime toutefois pas sur les intérêts commerciaux. Sur le plan économique, une action collective (par la création d'une association) peut générer la masse critique pour un financement, des économies d'échelle et un certain poids dans la négociation. Revers de la médaille : le modèle organisationnel de l'association à caractère social (coopérative, etc.), relativement lourd car axé sur la participation, engendre des temps de réaction plus longs à un changement de situation (disponibilité de produits bruts, nouvelles possibilités d'investissement, entreprises concurrentes, etc.). Les entreprises sociales doivent faire face à d'autres défis encore comme la définition et la répartition des rôles et des compétences ou le développement des capacités des différents acteurs. L'adoption de principes et de mécanismes en faveur des pauvres peut générer une grande différence pour les plus démunis (p. ex. crèches, conditions d'emploi préférentielles, voire part au bénéfice – un système essayé au Népal au travers du NSCFP, mais qui n'a pas encore donné de résultats probants). Le principe directeur

Gagner en dignité

« Depuis que je travaille à Everest Gateway, les gens me regardent autrement. J'ai appris à faire du papier ; maintenant c'est mon métier et j'en ai acquis les compétences. Je gagne 3'000 NRs. par mois en moyenne. Ce métier, cet emploi, ont changé l'attitude des gens à mon égard. Maintenant, on me prête de l'argent si j'en ai besoin, les commerçants sont d'accord de me vendre à crédit et on me parle avec respect. C'est incroyable ce que les choses ont changé en deux ans ! Aujourd'hui, j'ai de quoi élever mes enfants et payer les besoins du ménage. »

Mintu Jirel, productrice de papier, Jiri, Nepal (en entretien avec Anju Upadhaya, Forest Development Officer, NSCFP).

Informations sur la participation possible des pauvres dans les filières au Bangladesh, voir : Marketing Extension: A powerful process in 6 steps www.intercooperation-bd.org/PDF/cap%20doc%20-%20marketing%20extension%20-%202006.pdf

Vue d'ensemble récente des politiques forestières en faveur des pauvres, voir : **Where in the world is there pro-poor forest policy and tenure reform?** (p. 16)

www.rightsandresources.org/library/publications/global/Hobley%202007%20Where%20in%20the%20World.pdf

Pour une description d'entreprises forestières en faveur des pauvres au Népal, voir :

Reconstructing the Concept of Forest-Based Enterprise Development in Nepal (p. 15)

https://www2.cla.umn.edu/faculty/download_attachment.php?binary_or_jpeg=binary&id=282559

de tout soutien doit être la viabilité commerciale d'entreprises orientées vers la réduction de la pauvreté.

Récolter des produits ligneux plutôt que non ligneux ? Certaines communautés élargissent leur gamme de produits des non ligneux vers les ligneux, p. ex. dans la municipalité brésilienne de Xapuri, Acre. Pour plus d'information, voir : www.fsc.org/en/about/case_studies/success_stories/2

Choix de l'entreprise

Quelles sont les meilleures options pour des LFE qui contribuent à la diminution de la pauvreté ? Cela dépend grandement du type de forêt et de la demande du marché. Des entreprises de bois d'œuvre peuvent être très rentables et créer de nombreux emplois ; leur potentiel pro-pauvre mérite d'être pleinement exploité. Toutefois, dans de nombreuses situations, les PFNL offrent sans doute les meilleures opportunités pour les démunis.

Transformation : opter pour la simplicité

Sans vouloir généraliser, on peut affirmer qu'au premier stade de développement d'une LFE, le choix de techniques de transformation simples et intensives en travail est le meilleur en termes de réduction de la pauvreté, car elles limitent les risques et les investissements, tout en générant des emplois. Mieux la population locale connaît la technique, mieux elle pourra l'entretenir (accès à des pièces de rechange, connaissance du fonctionnement, etc.). Dans les régions à forte migration, les techniques de transformation qui requièrent un investissement en travail tout au long de l'année sont dites pro-pauvres en ce sens qu'elles procurent une alternative à la migration. Des LFE offrant des emplois à différentes périodes de l'année offrent un potentiel, toutefois plus difficile à exploiter (surtout dans les forêts tempérées où la productivité est réduite en hiver).

Conclusion

Créer ou soutenir des LFE exige la compréhension de nombreux aspects, des techniques de récolte durables à la connaissance de la législation en passant par des compétences commerciales et d'analyse de marchés, ce qui est sans doute davantage à la portée de ceux qui ont les reins solides sur les plans financier et social. On part souvent de l'idée que les opportunités pro-pauvres résident plus dans le travail manuel que dans la participation à la gestion de l'entreprise. Or, cette idée est infirmée par le fait que de nombreuses LFE et associations de LFE sont aujourd'hui gérées par des pauvres, ou plutôt par des personnes qui étaient pauvres au départ, mais qui ont amélioré leur situation grâce aux LFE. Cela dit, les démunis pouvant tirer leur épingle du jeu se recrutent parmi les gens en bonne santé et capables, qui font généralement partie de la catégorie des « pauvres souvent » ou « pauvres temporairement ». Pour les « pauvres toujours », les options sont plus limitées, mais elles existent lorsque des conditions sociales spéciales sont prévues pour eux dans le cadre de dispositifs axés sur la responsabilité sociale. Bref, si les LFE ne représentent pas la recette pour éradiquer la pauvreté dans les régions de forêts, elles peuvent marquer une différence. Et elles recèlent encore un important potentiel de développement en permettant aux démunis de gagner de quoi vivre dignement, tout en incitant les communautés locales à bien gérer les forêts.

Lectures recommandées

La liste suivante propose un choix ciblé de documents et de sites Internet pertinents sur le thème « Entreprises locales basées sur la forêt : quelles opportunités pour les pauvres ? ». Pour faciliter la lecture de cette liste, les termes suivants indiquent la thématique centrale de chaque référence : **Contexte général, Politique, Instruments, Etudes de cas**.

Les documents sont classés par ordre alphabétique du titre. La plupart d'entre eux peuvent être téléchargés gratuitement de l'Internet (consulté le 10 juillet 2007).

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 2007.

Contexte général **Améliorer la foresterie pour réduire la pauvreté : Manuel du praticien**

Études de cas www.fao.org/docrep/009/a0645f/a0645f00.htm

Ce document souligne l'importance d'adapter les activités aux réalités locales et d'utiliser des approches participatives pour concevoir et mettre en œuvre des projets. Exemple : les forestiers et autres agents travaillant avec les communautés peuvent enseigner aux populations pauvres à accroître leurs profits tirés des ressources forestières. Ceci en les aidant à accéder aux marchés, acquérir des compétences en matière de transformation, obtenir des variétés améliorées d'arbres, combiner arboriculture et agriculture sur leurs terres et former des associations pour gérer conjointement les ressources, renforcer le pouvoir de négociation et mieux commercialiser les produits.

Cunningham, Anthony B. 2001.

Instruments **Applied Ethnobotany: People, Wild Plant Use & Conservation**

Études de cas **London: Earthscan. 300 p.**

Le principal objectif du programme People and Plants (P&P) est de renforcer les capacités des scientifiques, des gestionnaires et des populations locales à utiliser les plantes de manière durable dans les habitats sauvages sous leur contrôle. Dans Applied Ethnobotany, Cunningham propose une synthèse des techniques et des approches permettant de comprendre et de gérer l'extraction de plantes sauvages.

Donovan, Jason; Stoian, Dietmar; Macqueen, Duncan; Grouwels, Sophie. 2006.

Contexte général **The business side of sustainable forest management:**
Politique **Small and medium forest enterprise development for poverty reduction**

www.fao.org/forestry/webview/media?mediaId=12250&langId=1

Depuis peu, des peuples indigènes et des communautés de paysans créent des petites et moyennes entreprises forestières (PMEF) pour valoriser leurs produits ligneux et non ligneux. Les auteurs de cet article montrent que le développement de PMEFS viables demeure un véritable défi et que les organisations gouvernementales, les ONG, les PMEFS elles-mêmes et leurs partenaires commerciaux ont un rôle important à jouer dans le processus.

Barrow, Edmund; Fisher, R. J.; Emerton, Lucy; Ingles, Andrew. 2007.

Études de cas **Forests, livelihoods and the MDGs in Tanzania and Lao PDR**

ETFRN News No. 47-48: 17-20.

www.etfrn.org/etfrn/newsletter/news4748/nl47_oip_03.htm

À Shinyanga en Tanzanie et dans la réserve de Nam Et-Phou Loie au Laos, les forêts ont grandement contribué aux indicateurs OMD. Les terres reboisées fournissent des ressources qui améliorent les moyens d'existence des communautés rurales à maints égards : diversification d'une alimentation sinon uniforme, contribution à la mitigation des risques et à la couverture de besoins connexes, revenus en liquide, combustibles et bois à bâtir, médicaments précieux et meilleur approvisionnement en eau souterraine.

Instruments

Politique

Albu, Mike and Griffith, Alison. 2005.

Mapping the market: A framework for rural enterprise development policy and practice

practicalactionconsulting.org/docs/ia2/mapping_the_market.pdf

Par « market literacy », on entend la connaissance des marchés conjugée à la capacité de développer des processus, institutions, compétences et relations pour leur fonctionnement en faveur des pauvres. La « carte du marché » présentée ici a une double fonction : en tant qu'outil conceptuel, elle aide les stratèges et les aménagistes ruraux à réfléchir à l'environnement commercial et institutionnel dans lequel les petits producteurs opèrent ; en tant qu'outil pratique et potentiellement participatif, elle aide les praticiens à promouvoir une croissance pro-pauvres dans les régions rurales en améliorant les relations entre les acteurs et en préparant le terrain pour innover au niveau des produits, des processus et de l'accès au marché.

Instruments

Études de cas

Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). 2005.

Microfinance and forest-based small-scale enterprises

www.fao.org/docrep/008/a0226e/a0226e00.htm

Les petites entreprises introduisent des innovations puis les transforment, améliorent leur productivité et se modernisent constamment. Leurs besoins financiers englobent différents services de la micro-finance : des emprunts à court terme pour financer des engrais, le stockage et la transformation de produits ; des emprunts à moyen et long termes pour financer des équipements et des semences ; l'épargne pour parer à un manque de liquidités momentané ; des assurances pour protéger leurs cultures. Les gouvernements peuvent contribuer à ce que les services de la micro-finance atteignent les petites entreprises. Ceci suppose un cadre politique et des infrastructures financières favorables à la micro-finance, fournissant le développement du commerce et les infrastructures de marché pour la production, renforçant le potentiel économique de petites entreprises et augmentant la capacité des institutions de micro-finance à les servir.

Politique

Scherr, Sara J.; White, Andy; Kaimowitz, David. 2004.

A new agenda for forest conservation and poverty reduction: Making markets work for low-income producers

www.cifor.cgiar.org/publications/pdf_files/Books/A%20New%20Agenda.pdf

Les auteurs de cet agenda reconnaissent l'importance cruciale des ressources forestières comme « filet de sécurité » pour les pauvres. D'un autre côté, ils présentent les opportunités pour les petits producteurs de se profiler dans des niches du marché, ainsi que les avantages commerciaux qu'auraient l'industrie forestière privée, les entreprises forestières et les prestataires de services commerciaux à traiter avec des petits producteurs forestiers. Finalement, ils explorent d'autres moyens pour identifier, encourager et récompenser les efforts de conservation des forêts par les propriétaires et utilisateurs locaux.

Instruments

Paudel, Dinesh; Aus der Beek, Robin; Bhujel, Jaya Bahadur. 2002.

Non-Timber Forest Products: Training Manual for Field Facilitators, vol. 1

Ce manuel a été conçu pour les forestiers des collines du Népal qui veulent former des Community Forest User Groups au sujet de la gestion et de la commercialisation de PFNL. Les auteurs donnent des méthodes d'inventaire et de gestion pour quatre plantes : le chirato (*Swertia chirayita*), l'argeli (*Edgeworthia gardneri*), le lokta (*Daphne* spp.) et le macchino (*Gaultheria fragrantissima*). Écrit pour le Népal, le manuel peut servir de référence pour élaborer des documents similaires dans d'autres pays.

Politique

Contexte général

Mayers, James. 2006.

Poverty reduction through commercial forestry: What evidence? What prospects?

http://research.yale.edu/gisf/tfd/poverty_pub.pdf

Issu d'un dialogue entre experts, ce document identifie des domaines clés pour une collaboration potentielle entre acteurs dans le but de catalyser le progrès en direction d'une meilleure contribution de la foresterie commerciale à la réduction de la pauvreté et d'initiatives en faveur des pauvres vraiment durables. Le dialogue a réuni des représentants d'agences internationales de foresterie et de développement, de corporations, d'ONG, d'organisations de travailleurs et de groupes communautaires, tous intéressés à travailler dans un but commun.

Contexte général

Vandenberg, Paul. 2006.

Poverty reduction through small enterprises: Emerging consensus, unresolved issues and ILO activities

www.ilo.org/dyn/empent/docs/F1339520187/WP75-2006.pdf

Le modèle « petites entreprises » peut réduire la pauvreté s'il se traduit par la création d'emplois (création d'entreprises ou développement d'entreprises existantes). Cette publication identifie les aspects clés à prendre en considération : l'environnement politique, régulateur et juridique doit être simple, expéditif, bon marché et non corrompu ; le financement, accessible à bas coûts et sans contrepartie à rendre par les pauvres, l'accès à des services de développement commercial abordable ; les travailleurs doivent être formés et acquérir les compétences adéquates ; un système de santé et éducatif est une condition préalable, comme aussi la culture d'entreprise, l'accès aux marchés et des infrastructures fiables.

Études de cas

Pokharel, Bharat; Paudel, Dinesh; Branney, Peter; Nurse, Mike. 2006.

Reconstructing the Concept of Forest-Based Enterprise Development in Nepal: Towards a Pro-Poor Approach

https://www2.cla.umn.edu/faculty/download_attachment.php?binary_or_jpeg=binary&id=282559

Cet article met en lumière l'expérience pratique d'un entrepreneuriat pro-pauvres, son approche, ses processus, étapes et résultats, en se fondant sur une entreprise récemment créée à Jiri, district de Dolakha, Népal. Les auteurs arrivent à la conclusion que cinq aspects sont déterminants pour le succès d'une entreprise pro-pauvres : la taille de l'entreprise, la gouvernance pro-pauvres au sein des groupes communautaires, les connaissances et compétences pour rendre autonomes les producteurs pauvres sur les plans social et économique, la formation de partenariat entre personnes privées, groupes communautaires et ménages pauvres, ainsi que des services spécialisés pour exploiter des marchés compétitifs et des conditions-cadre propices.

Instruments

Kozak, Robert. 2007.

Small and Medium Forest Enterprises: Instruments of Change in the Developing World

www.rightsandresources.org/library/publications/global/Small%20and%20Medium%20Forest%20Enterprises%20-%20Instruments%20of%20Change%20in%20the%20Developing%20World%20-%20Robert%20Kozak.pdf

Ce rapport tente de combler le manque d'information sur les PME en faisant une synthèse des principaux ouvrages sur le sujet. Il analyse différentes stratégies d'intervention et réformes politiques, et formule des recommandations pour des priorités de recherche dans le but de mieux comprendre le fonctionnement des PME dans les pays en développement.

Politique

The World Bank. 2004.

Sustaining Forests: A Development Strategy

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTARD/EXTFORESTS/0,,contentMDK:20458321~pagePK:210058~piPK:210062~theSitePK:985785,00.html>

Reconnaissant le rôle clé que joue la forêt dans les moyens d'existence des personnes vivant dans une extrême pauvreté, cette stratégie souligne l'importance de la responsabilité en matière de politique forestière aux niveaux du gouvernement et de la population locale. Le développement d'institutions idoines pour assurer la bonne gouvernance et la prise en compte transversale des forêts dans la planification du développement à l'échelle nationale sont également nécessaires.

Politique

Schreckenberg, Kathrin and Luttrell, Cecilia. 2007.

What contribution does participatory forest management (PFM) make to the achievement of the MDGs?

ETFRN News No. 47-48: 60-62.

www.etfrn.org/etfrn/newsletter/news4748/nl47_oip_20.htm

Des programmes de gestion forestière durable plus récents, et donc plus mûrs, notent des différences claires quant à leurs bénéfices pour les populations pauvres. Au Népal, les forêts communautaires sont devenues des entreprises fructueuses basées sur les communautés. Mais au Kenya et en Tanzanie les communautés doivent désormais fournir gratuitement un travail (travaux de protection, d'entretien, etc.) pour lequel ils étaient payés auparavant par les départements forestiers. Seules quelques personnes profitent d'activités rémunératrices, et ce ne sont pas forcément les pauvres.

Politique

Hobley, Mary. 2007.**Where in the world is there pro-poor forest policy and tenure reform?****www.rightsandresources.org/library/publications/global/Hobley%202007%20Where%20in%20the%20World.pdf**

Partant d'un réexamen de la notion de « politique forestière pro-pauvres », l'auteure fait le point sur les défis à relever aux niveaux international, national et local. Puis, se fondant sur l'étude de plusieurs pays, elle analyse ces défis sous l'angle de l'avenir du secteur forestier dans les dix prochaines années.

Politique

White, Andy and Martin, Alejandra. 2002.**Who owns the world's forests?****www.cbnrm.net/pdf/white_a_001_foresttenure.pdf**

La reconnaissance accrue au niveau mondial de l'importance des droits de propriété se reflète dans les préoccupations à ce sujet au niveau local. À qui appartient la forêt, qui prétend en être propriétaire, qui y a accès et qui devrait en être titulaire ? Toutes ces questions soulèvent de vives discussions dans de nombreuses régions forestières du monde entier et sont souvent le principal souci de populations locales qui dépendent des ressources forestières. Même si un droit foncier imparable ne garantit pas encore la protection et l'exploitation durable d'une ressource, il est le plus souvent une condition préalable nécessaire.

Contexte général

Macqueen, Duncan; Bose, Sharmistha; Bukula, Septi; Kazoora, Cornelius;**Ousman, Sharon; Porro, Noemi and Weyerhaeuser, Horst. 2006.****Working together: Forest-linked Small and Medium Enterprise Associations and Collective Action****www.iied.org/pubs/pdf/full/14521IIED.pdf**

Les auteurs présentent plusieurs leçons concernant les associations forestières, leur fonctionnement et l'amélioration de ce fonctionnement. Comme de nombreuses autres ressources naturelles, les produits et services forestiers représentent des opportunités réelles pour les populations pauvres rurales, opportunités saisies principalement par des PME. Mais dans leurs efforts de tirer leur subsistance de la forêt, ces PME doivent surmonter de nombreux obstacles, p. ex. des droits aléatoires en matière de propriété des ressources naturelles et d'accès à celles-ci, une faible cohésion sociale et un financement difficile.

InfoResources Focus offre une vue d'ensemble des sujets pertinents et d'actualité et propose une orientation dans la pléthore d'informations. Il se consacre à un thème d'actualité dans les domaines de la forêt, de l'agriculture, des ressources naturelles et de l'environnement, cela dans le contexte de la coopération internationale.

Chaque thème est discuté selon des perspectives différentes :

- Politiques et stratégies
- Mise en œuvre et expériences pratiques.

Dans la première partie, *InfoResources Focus* propose une introduction concise à chaque sujet, met les problèmes en exergue, confronte approches théoriques et opinions et rend compte des expériences existantes. La seconde partie présente une sélection choisie et annotée de documents pertinents, de livres, de CD-ROM et de sites Internet. Ce choix va des travaux d'introduction aux ouvrages conceptuels, en passant par la présentation d'instruments, de méthodes et d'études de cas.

Les précédentes éditions de *InfoResources Focus* peuvent être commandées à l'adresse figurant en page 2, ou téléchargées de www.inforesources.ch